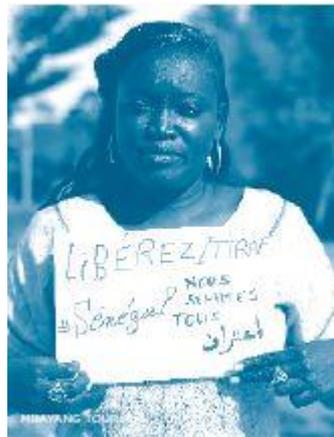


ANALYSE FPS - 2015

CELLES QU'ON N'ENTEND PAS... Féminismes d'Afrique



Femmes Prévoyantes Socialistes - www.femmesprevoyantes.be



Aurore Schreiber, Solidarité Socialiste

Nous avons demandé à l'ONG Solidarité Socialiste, partenaire incontournable de notre mouvement depuis 2008, d'apporter son expertise sur la question du féminisme en Afrique. Cette analyse a été diffusée dans notre magazine Femmes Plurielles de décembre 2015.



www.solsoc.be

Editrice responsable: Carmen Castellano, Place St-Jean, 1-2, 1000 Bruxelles.

Tel : 02/515 04 01



L'histoire du féminisme en Occident tend à démontrer une certaine unité dans la compréhension même du concept à travers nos pays, mais qu'en est-il ailleurs ? La tendance est à ne pas concevoir les différentes luttes des femmes dans le Sud comme du féminisme car elles n'en revêtent pas toujours tous les aspects qu'on lui prête. Pourtant le féminisme prend de nombreux visages de par le monde, selon la culture ou les enjeux locaux.

Beaucoup de féministes occidentales ont longtemps contesté l'existence de féminismes africains. Pourtant, le féminisme existe en Afrique au moins depuis l'époque de la Reine Nzinga (1583 – 1663) de l'actuel Angola, connue pour ses compétences politiques et diplomatiques ainsi que pour sa brillante tactique militaire, ou d'Yaa Asantewaa (1840 – 1921) du Ghana qui mena la rébellion Ashanti contre les colons de l'Empire britannique.

Au 20^{ème} siècle, alors que les femmes occidentales luttaient pour leurs droits à la citoyenneté (droit de vote) ensuite pour les droits liés à la famille (divorce, fin de la tutelle des maris) et au contrôle de leur corps (IVG, contraception, ...), celles du Sud luttaient contre les colonisateurs pour l'indépendance de leurs pays. En effet, durant la colonisation, les femmes étaient souvent doublement victimes, subissant de nombreuses violences sexuelles de la part de l'occupant qui cherchait à déstructurer les tissus sociaux. Par la suite, dans les années '60, la quasi-totalité des états nouvellement indépendants ont mis directement en place le suffrage universel, ce n'était donc plus un droit à conquérir pour la femme africaine. Aujourd'hui, parmi les différents combats menés par les femmes africaines, deux semblent particulièrement les mobiliser¹ : l'accès à la terre pour les femmes rurales d'une part ; la protection et la réhabilitation de la femme dans les zones de guerre de l'autre.

L'accès à la terre est un problème auquel les femmes sont confrontées depuis toujours en Afrique. Dans de nombreux pays africains, l'économie est essentiellement basée sur l'agriculture et l'élevage. Ainsi la terre est une ressource fondamentale pour le développement d'activités économiques, en particulier en milieu rural et par conséquent, un enjeu clé pour l'émancipation des femmes. Les femmes rencontrent pourtant de nombreuses barrières pour accéder à ces terres, qu'elles soient d'ordre traditionnel, politique ou culturel. La pression mise sur les gouvernements sur cette question a permis d'avancer dans ce domaine, mais si des lois permettant aux femmes d'accéder aux terres existent, leur mise en œuvre effective tarde souvent, et les mentalités changent peu sur cette question.

La protection et la réhabilitation des femmes dans les zones de guerre comme au Kivu en République Démocratique du Congo ou en Colombie est un combat urgent. Doublement, voir triplement victimes, les femmes vivant en zone de guerre sont particulièrement

¹ Emmanuel Leroueil, La singularité du féminisme africain, 2011 : <http://terangaweb.com/la-singularite-du-feminisme-africain/>



vulnérables. Utilisées par l'ennemi pour déstructurer la famille et le tissu social de manière plus large, les femmes victimes de viol comme arme de guerre ont souvent, quand elles s'en sortent, d'énormes difficultés à réintégrer leurs familles, ou la société de manière plus large. Reconnu comme arme de guerre quand il est perpétré dans le cadre de conflits, le viol demeure cependant, dans la majorité des cas, impuni. La question de l'indemnisation, de la réparation, de la reconnaissance en tant que victime est donc un combat essentiel pour les femmes africaines.

Solidarité Socialiste, ONG de coopération au développement belge, lutte, avec ses partenaires, contre l'exclusion et les inégalités en Bolivie, au Burkina Faso, au Burundi, en Colombie, en Guinée-Bissau, au Maroc, en Palestine, au Sénégal et en République Démocratique du Congo. Leur objectif commun est de contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus démocratique dans lequel l'égalité entre les femmes et les hommes est effective. Un travail plus particulier sur les thématiques d'accès à la terre pour les femmes est mené par les partenaires de Solidarité Socialiste au Burkina Faso, en Colombie et au Sénégal. En Colombie et en République Démocratique du Congo, nos partenaires accompagnent des femmes victimes de viols comme arme de guerre. En décembre 2013, Solidarité Socialiste a d'ailleurs réalisé un web-documentaire « Entre violence et espoir – Femmes du Kivu »², qui aborde la réalité très dure des femmes victimes de violences sexuelles perpétrées par les forces armées à l'Est du Congo et mères d'enfants nés de viols.

Solidarité Socialiste a demandé à quelques-unes des représentantes des organisations partenaires pourquoi elles étaient féministes. Elles sont burkinabé, sénégalaises et marocaines, elles occupent des postes à responsabilités, sont étudiantes, musulmanes, catholiques, jeunes ou plus âgées, mères ou célibataires, mais toutes sont féministes et activistes, chacune à leur manière.

² Disponible sur le site web : <http://webdoc.solsoc.be/femmesdukivu/>



Lobe Cissokho (Sénégal)

Présidente du réseau de mutuelles de santé communautaire Oyofal Paj à Kaolack.

« Je m'estime féministe car pour moi la défense des droits des femmes est primordiale. Quand on parle de personnes vulnérables, on parle des femmes et des jeunes, mais plus fortement des femmes. Dans tous les domaines, elles sont marginalisées il est donc temps qu'on défende ces femmes, et en particulier celles du monde rural. Ce sont des femmes comme celles du milieu urbain mais qui ont des problèmes d'accès aux soins, à la terre, à l'économie. Je me bats donc pour le renforcement de ces femmes, pour qu'elles puissent occuper les terres. Quand un enfant tombe malade, c'est la femme qui va le soigner, quand un mari tombe malade c'est la femme qui va le soigner, les dépenses quotidiennes sont prises en charge par la femme, tout repose sur la femme, et on se rend compte que ses besoins à elle ne sont pas pris en compte. C'est pourquoi je suis féministe et je suis dans ce combat pour que les femmes puissent s'épanouir. »

Caroline Wubda (Burkina Faso)

Chargée des programmes d'économie sociale et solidaire pour l'ONG ASMADE à Ouagadougou.

« Je suis féministe car dans notre pays, la situation de la femme est un combat. Cela a notamment donné lieu à la création d'un ministère, celui de la promotion de la Femme et du Genre. Nous accompagnons la mise en œuvre de cette politique sur le terrain à travers l'accompagnement des associations de femmes pour qu'elles puissent davantage se positionner dans le tissu économique.

Dans le cadre du programme, nous facilitons l'accès aux femmes à des crédits appropriés pour développer leurs activités. Nous menons également des plaidoyers auprès des propriétaires terriens pour faciliter l'accès à la terre par les femmes. En effet, en milieu rural, plus de 80% des femmes cultivent la terre mais n'ont pas accès à la terre. Avec notre appui, elles s'organisent donc en groupements, associations, afin d'être plus fortes et d'aller négocier la terre. Ce qui n'est pas évident, c'est que certaines femmes ont accès à la terre, mais ne peuvent pas décider ce qu'elles vont produire sur cette terre qu'on leur a octroyé pour quelques années. Nous plaidons donc auprès des propriétaires terriens pour qu'ils élaborent des PV de palabre dans lesquels ils stipulent la durée d'exploitation pour les femmes que nous accompagnons afin de sécuriser les terres obtenues. Le propriétaire terrien cède donc la terre à l'association pour 1, 2, 3, 4 ans, avec la garantie qu'il n'expulsera pas les femmes. »



Mbayang Touré (Sénégal)

Chargée des programmes d'économie sociale et solidaire pour la Fédération des ONG du Sénégal (FONGS) à Thiès.

« Les analyses montrent que la proportion des femmes représente 52 à 53% de la population. Les femmes ont de très faibles moyens, et pourtant, elles apportent beaucoup de choses dans la famille, que ce soit des moyens techniques, financiers, de connaissances. Le taux d'analphabétisme est plus grand chez les femmes que chez les hommes. Mais malgré toutes ces limites, on voit que ces femmes ne sont pas restées bras croisés. Elles font de petites activités pour participer à l'épanouissement de la famille et si on les appuie un peu, elles font beaucoup mieux. C'est pourquoi je pense que l'avenir du monde appartient aux femmes. Nous sommes la solution, nous les femmes rurales. Nous sommes la solution par rapport à la nourriture, la santé, l'éducation. Il faut plus d'accompagnement des femmes pour avoir un monde plus juste et équitable. Etant une femme, je me suis battue comme les garçons pour appuyer mes parents, mes sœurs, ... Je suis fière d'être une femme. »

Nadia Daiz (Maroc)

Présidente du réseau Action Femmes des Associations des Quartiers du grand Casablanca (AFAQ).

« Les femmes marocaines vivent plusieurs problèmes, en particulier celui de la violence et de l'égalité sociale. Il faudra encore beaucoup de temps pour changer la mentalité des hommes marocains. Au niveau de notre entourage, au niveau des établissements étatiques, des ONG, les hommes ne laissent pas la femme prendre sa place.

Comme militante associative qui travaille dans le quartier, et surtout dans le bidonville, je dois me battre : la pauvreté et l'analphabétisme sont très importants. Nous travaillons avec les femmes de ces quartiers notamment par le développement de petites activités génératrices de revenus comme le travail de la céramique ou la pâtisserie.

Il n'y a pas d'approche « genre » au Maroc c'est pourquoi nous travaillons avec les associations de quartier pour tenter de changer les mentalités des hommes. Les femmes doivent se réunir et s'engager sur ces thématiques. Il est difficile de parler de ces thématiques au Maroc, mais je continuerais à me battre pour changer la situation de ces femmes. Dans le Maroc idéal, les femmes sont respectées, et pas seulement dans les paroles, mais en pratique.»



RÉFÉRENCES :

- Noémie Broder, Femme Prévoyantes Socialiste, Analyse de 2015, « Vingt ans de violences sexuelles dans l'Est de la RDC : Indignons-nous » www.femmesprevoyantes.be/SiteCollectionDocuments/analyses/2015/violence%20sexuelle%20en%20RDC.pdf
- Solidarité Socialiste, Entre violence et espoir – Femmes du Kivu, web-documentaire : <http://webdoc.solsoc.be/femmesdukivu/>
- Géraldine Georges, Entre violence et espoir !, analyse du PAC : http://www.pac-g.be/docs/analyses2014/analyse_22.pdf

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes un mouvement féministe de gauche, laïque et progressiste, actif dans le domaine de la santé et de la citoyenneté. Regroupant 10 régionales et plus de 200 comités locaux, nous organisons de nombreuses activités d'éducation permanente sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

En tant que mouvement de pression et de revendications politiques, nous menons des actions et militons pour les droits des femmes: émancipation, égalité des sexes, évolution des mentalités, nouveaux rapports sociaux, parité, etc.

Nous faisons partie du réseau associatif de Solidaris – Mutualité socialiste. En tant que mouvement mutualiste, nous menons des actions et militons contre les inégalités de santé.

Toutes nos analyses et nos études sont disponibles sur notre site :

www.femmesprevoyantes.be



Avec le soutien de :

